



**HAL**  
open science

# Motivations, ressources et conséquences de l'engagement dans un projet de transformation sociale: le cas du mouvement social de 2009 en Guadeloupe

Fabienne Alvarez, François Grima

## ► To cite this version:

Fabienne Alvarez, François Grima. Motivations, ressources et conséquences de l'engagement dans un projet de transformation sociale: le cas du mouvement social de 2009 en Guadeloupe. 1ères Rencontres Internationales et Recherche en Management - AGRH-IAS-FNEGE, May 2017, Gosier, France. hal-02545352

**HAL Id: hal-02545352**

**<https://hal.science/hal-02545352>**

Submitted on 17 Apr 2020

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



**RENCONTRE INTERNATIONALE ET RECHERCHE EN MANAGEMENT  
AU SERVICE DE L'ECONOMIE INSULAIRE  
17 au 19 mai 2017, Le Gosier, GUADELOUPE**

**« MOTIVATIONS, RESSOURCES ET CONSEQUENCES DE  
L'ENGAGEMENT DANS UN PROJET DE  
TRANSFORMATION SOCIALE : LE CAS DU MOUVEMENT  
SOCIAL DE 2009 EN GUADELOUPE »**

**Fabienne Alvarez**

Maître de conférences en Sciences de Gestion  
Chercheure au CAGI, pôle Guadeloupe du LC2S  
Laboratoire Caribéen en Sciences Sociales, UMR CNRS 8053  
Université des Antilles – Pôle Guadeloupe  
[Fabienne.alvarez@univ-antilles.fr](mailto:Fabienne.alvarez@univ-antilles.fr)

**François Grima**

Professeur agrégé en Sciences de Gestion  
Institut de Recherche en Gestion (IRG)  
Université Paris-Est Créteil (UPEC)  
[grima@u-pec.fr](mailto:grima@u-pec.fr)

# MOTIVATIONS, RESSOURCES ET CONSEQUENCES DE L'ENGAGEMENT DANS UN PROJET DE TRANSFORMATION SOCIALE : LE CAS DU MOUVEMENT SOCIAL DE 2009 EN GUADELOUPE

## Résumé

Cet article présente les résultats d'une recherche qualitative sur l'engagement et ses conséquences, à partir d'une lecture sur les ressources mobilisées, et notamment le capital militant. Le cas étudié est celui d'un mouvement social, le *Lyannaj Kont Pwofitasyon*<sup>1</sup> qui a eu lieu en Guadeloupe en 2009. La première partie dresse le cadre théorique, autour des concepts d'engagement et de capital militant. La deuxième partie expose le cas et la méthodologie de la recherche. La troisième partie présente un modèle situationnel de l'engagement et analyse les types de conséquences en lien avec le capital militant détenu.

*Mots-clés : engagement, mouvement social, capital militant, environnement social Guadeloupe.*

## Abstract

This paper presents the results of a qualitative research dedicated to analyzing the consequences of commitment, from the perspective of resources, specifically militant capital. The case is that of a social movement, the *Lyannaj Kont Pwofitasyon*<sup>2</sup> that occurred in Guadeloupe in 2009. The first part presents the theoretical framework, with the concepts of commitment and militant capital. The second part exposes methodology and the case studied. The third part discusses the results, through a situational model of commitment, thus showing the influence of militant capital on commitment consequences.

*Keywords : commitment, social movement, militant capital, social environment in Guadeloupe.*

## Introduction

De nombreux travaux suggèrent que l'engagement dans la lutte est principalement motivé par la réalisation d'un objectif collectif. La plupart d'entre eux sont centrés sur l'analyse des effets collectifs ou externes des mouvements sociaux. Chabanet et Giugni (2010, p. 158) relèvent à cet égard que « la plupart des travaux consacrés à l'impact des mouvements sociaux ont négligé la question des effets produites sur les personnes mobilisées, sans doute au motif qu'une action revendicatrice était avant tout orientée vers la satisfaction des besoins collectifs ». Les auteurs considèrent qu'il existe six types de conséquences, qui s'articulent autour de deux dimensions (a) selon le caractère interne (au sein du mouvement social) ou externe (sur l'environnement); (b) selon la nature des conséquences ou de l'impact : politique, culturel ou biographique. Les conséquences biographiques internes touchent aux « modifications dans le mode de vie des participants à un mouvement social (Chabanet et

---

<sup>1</sup> En français Alliance contre les profiteurs

<sup>2</sup> Alliance or rally against excess profit.

Giugni, 2010). La plupart des travaux s'attachent à dessiner les régularités sociologiques associées aux militants politiques ou ordinaires.

Peu d'études retiennent un faisceau d'analyse plus large, intégrant différents effets, et notamment l'impact sur la vie professionnelle et la carrière. L'approche qui est retenue dans le présent article se veut large et repose sur l'analyse de trois types de conséquences : sur la vie privée et/ou familiale, sur la vie professionnelle, et la carrière et sur la vie militante.

Pourquoi et avec quelles ressources les militants s'engagent-ils dans la lutte ? Quelles sont les conséquences de l'engagement sur la vie professionnelle et militante ? En quoi les ressources détenues expliquent-elles la nature et l'importance des conséquences ? Telles sont les questions auxquelles nous apporterons des éléments de réponse.

Ce travail est structuré en trois parties. La première partie est consacrée au cadre théorique, et à l'étude des concepts d'engagement militant (Ion, 1997 ; Gaxie, 2005), de capital militant (Montanti et Poupeau, 2004), et aux conséquences professionnelles et identitaires de l'engagement (Beaujolin et Grima, 2014). La deuxième partie présente la méthodologie et l'étude de cas, un mouvement social de grande ampleur, aux conséquences collectives et individuelles significatives, le mouvement social de 2009 en Guadeloupe. La troisième partie expose les résultats de l'étude et la discussion, autour d'un modèle situationnel de l'engagement.

## **1. Le capital militant : ressource essentielle et levier de l'engagement**

Dans un livre récent (Nicourd, 2009), Dubar souligne que se sont les organisations qui font l'engagement militant. C'est l'église, le syndicat, les parties politiques qui décident des vocations. Sans nier l'existence de cette pression collective qui régule la motivation des membres, Nicourd (2009) souligne que les collectifs d'engagement ne peuvent plus s'appuyer, comme cela était le cas dans les années 70, sur des socialisations initiales favorables. Cette absence place le rapport à l'engagement sur un registre individuel. Si l'engagement aurait évolué dans sa nature comme le souligne le travail d'Ion (1997) pour aller vers une forme plus légère d'investissement, il demeure que la militance n'est pas uniquement dévouement et sacrifice de soi.

Dans un article iconoclaste, Gaxie (2005) rappelle que la militance engendre des rétributions. Les militants ne sont pas des saints et ne mènent pas une « vie de saints » selon l'expression de Gaxie. Cependant comme les coûts de l'engagement, les avantages n'existent pas en eux-mêmes mais sont le résultat d'une évaluation subjective de chaque individu. Cette dernière s'inscrit d'abord dans la trajectoire sociale et biographique de chaque militant. Dubar souligne qu'il convient aussi d'intégrer la dimension affective tant le charisme des leaders est important dans l'engagement. Ce sont eux qui donnent la reconnaissance politique, professionnelle aux militants. On retrouve ici le concept d'attachement (Kanter, 1968) qui rappelle que la militance repose sur la perception par les membres du collectif d'appartenir à un groupe menacé par un environnement hostile. Ensuite, cet engagement doit être compris dans un contexte historique. Il existe des effets de période qui rendent plus ou moins attractifs telle ou telle cause.

Sur ces bases, il apparaît que l'engagement militant est fonction d'un équilibre entre rétributions et contributions propres à l'organisation. Cette dernière ne doit pas penser que ses militants lui appartiennent sur longue durée. Même si un contexte difficile, voire hostile stimule la cohésion, le désengagement n'est jamais loin. L'organisation militante ne peut prétendre absorber totalement ses militants. Ils existent en dehors dans des sphères amicales,

personnelles voire dans d'autres structures militantes qui offrent elles aussi d'autres sources de satisfaction.

Le poids, notamment en sociologie, d'une vision idéalisée de la militance ou la réflexion sur les collectifs d'engagement rend l'appréhension microsociale de l'engagement complexe. Il demeure néanmoins que plusieurs constats peuvent être faits.

Premièrement, la sociologie des relations de pouvoir, notamment les travaux de Crozier nous montre que la militance donne accès à une position de marginal sécant dans les organisations. Le militant syndical, d'autant plus qu'il a un rôle important dans son organisation, a accès à des personnes ayant elles-mêmes du pouvoir, par exemple hiérarchique. Il dispose d'informations rares et importantes pour sa base électorale. En outre, ses fonctions l'amènent à exister en dehors de l'organisation. Il est en contact avec des ressources extérieures. Il dépend de lui de créer les opportunités de rencontres propices au développement d'autres acteurs dans l'entreprise. L'engagement militant peut être synonyme d'existence en tant qu'acteur stratégique devant un public extérieur à son organisation mais aussi auprès du collectif d'engagement.

Deuxièmement, l'engagement peut être synonyme de compétences professionnelles. Le travail de Matonti et Poupeau (2004) en termes de capital militant est ici structurant. Défini comme les « apprentissages conférés par le militantisme, aux compétences importées de l'extérieur, ainsi qu'à celles qui sont « apprises sur le tas », le concept de capital militant montre que la pratique militante peut être source de compétences.

Plusieurs registres peuvent être avancés. Le premier est celui des compétences techniques. Willemez (2013) souligne que ces compétences sont sources de capacité à se projection professionnelle. Beaujolin et Grima (2011 ; 2014) soulignent aussi que les militants peuvent apprendre grâce à la militance à gérer leurs émotions. La gestion de la conflictualité lors d'un conflit social apparaît comme un moment formateur. Le militant apprend à gérer un collectif en tension. Il devient un véritable manager. Ses capacités argumentatives se développent lors des négociations. Il intègre des compétences juridiques et relationnelles dans ses rapports avec l'employeur et les représentants de l'Etat. Willemez (2013) comme Guillaume et Pochic (2012) retrouvent ces résultats en soulignant l'existence de compétences comportementales comme le contrôle de la timidité.

Pour autant ces différents travaux mettent en exergue que la capacité tant à accéder à ce capital militant que d'être capable de la faire fructifier n'est pas homogène. Le fait d'être une femme ou de ne pas avoir de cursus scolaire de base important est une caractéristique stigmatisante. Plus précisément, le travail de Beaujolin et Grima (2014) sur le rebond professionnel et identitaire de leader ouvrier après une restructuration est particulièrement éclairant pour notre travail. Dans cette recherche, les auteurs dégagent trois profils.

Le premier est celui du leader qui tourne la page de son engagement syndical militant. Il estime avoir donné assez de sa vie au collectif d'engagement pour maintenant se consacrer à sa vie personnel. En ce sens, l'investissement dans un conflit social correspond à une bifurcation professionnelle. Il sait tirer partie de son capital militant même s'il ne peut le valoriser totalement. Ses connexions dans le monde syndical, voire politique ne sont entretenues. Il se recentre sur un cœur de métier qui intègre ses compétences techniques ou managériales liées à sa pratique militante.

Le second profil voit le militant être promu par sa structure syndicale. A l'image d'un haut potentiel dans une firme, le militant a su relever la gestion du conflit est convaincre sa hiérarchie de son potentiel de direction. Il obtient donc une promotion au sein de sa fédération, voire de sa confédération.

Enfin le dernier profil décrit une personne qui ne tourne pas la page. Elle se veut être toujours la représentante du collectif disparu. Elle s'investit pleinement dans la poursuite de la lutte par d'autres moyens tels qu'une communication importante sur le conflit, la rédaction de livre, la réalisation de film ou le maintien d'une pression juridique sur ses anciens employeurs.

Bien qu'étant pertinents pour notre travail, ces travaux laissent des questions sans réponse. Si l'on peut comprendre des enchaînements professionnels, il en est différemment de la sphère privée. Beaujolin et Grima (2014) nous laissent seulement entrevoir que les militants doivent faire face à des tensions, voire des crises dans ce domaine. Des divorces sont identifiés.

Au-delà, le capital militant apparaît comme ayant un impact sur les conséquences de l'investissement dans la lutte. Néanmoins, les différentes composantes de ce dernier sont traitées de manière homogène alors qu'elles sont très différentes. Enfin, on peut s'interroger sur l'existence de passerelles tant entre les différentes compétences que les capitaux. Comme le soulignent les travaux de Nicourd (2009) rares sont les militants syndicaux à ne pas avoir un investissement soit associatif, soit politique, soit les deux. N'existerait-il pas alors des effets de synergies ou des obstacles entre ces différents capitaux militants et plus encore entre les composantes qui les forment ?

## **2. Méthodologie et présentation du cas étudié**

### **2.1. Le cas étudié : le LKP, alliance innovante de quarante-neuf organisations contre la « Profitation »**

Pour identifier ce qu'il advient des militants après la lutte, nous avons choisi un cas particulièrement significatif, le mouvement social de 2009 en Guadeloupe, initié par un collectif innovant, le LKP<sup>3</sup>.

Le mouvement social de 2009 est, de manière unanime, « inédit » (Reno, 2009; Rey, 2009), « porteur d'un formidable potentiel de transformation sociale » (Giraud, 2009), et constitue une « aventure grandiose » (Taubira, 2009). La mobilisation de 2009 marque ainsi une différenciation forte avec les précédentes luttes. En effet, le succès de la mobilisation est dû notamment à la diversité du collectif regroupant près de 50 organisations culturelles, politiques et syndicales, ce qui est véritablement inédit (Rey, 2009). Les quarante-neuf organisations regroupées au sein du LKP, d'origines diverses (syndicats, associations, organisations politiques, culturelles, de consommateurs) ont réussi à mobiliser dans les rues des milliers de manifestants (entre 5.000 le 20 janvier et 60.000 le 30 janvier 2009)<sup>4</sup>, comprenant beaucoup de jeunes et de femmes, des salariés, des chômeurs et des chefs d'entreprise sur des revendications liées à la cherté de la vie (Alliès, 2009).

Le mouvement social de 2009 se distingue en ce qu'il relève véritablement d'une action collective, c'est-à-dire un « agir ensemble *intentionnel* », « marqué par le projet explicite des protagonistes de ce mobiliser de concert, et qui se développe dans une logique de revendication, de défense d'un intérêt matériel ou d'une cause, visant à établir un nouvel ordre de vie » (Blumer, 1946). Sa force « est d'avoir su organiser sur une même base ce qui jusqu'alors s'était vu disjoint, voire isolé dans la cité catégorielle [...] » (Breleur et al., 2009). Le Liyannaj, que l'on peut traduire par le terme « Alliance », ramène à l'idée « de lien, de rassemblement, d'union du peuple » (Moussaoui, 2009) et traduit cette capacité à lier

---

<sup>3</sup> Liyannaj Kont Pwofitasyon, en français Alliance contre les profiteurs.

<sup>4</sup> Sur une population d'environ 450000 habitants, soit plus de 10%.

ensemble des revendications (Bonniol, 2009), dans une dynamique permettant « d’allier et de rallier, de lier, relier et relayer tout ce qui se trouvait désolidarisé » (Breleur et al., 2009).

Les objectifs du LKP sont regroupés, dès le départ, dans une plateforme comportant plus de 140 points de revendications, touchant à tous les aspects de la vie économique et sociale de la Guadeloupe : conditions de vie, prix des produits, éducation, emploi, formation, production locale, vie syndicale, services publics, aménagement du territoire et infrastructures, environnement, culture. Parmi les objectifs, on peut citer « l’aspiration [du peuple] à plus de justice et d’équité sociales », la nécessité de « construire une société neuve » pour « empêcher la barbarie de demain » ; « la mise en place de mécanismes fiscaux et douaniers pour développer la préférence guadeloupéenne », « soutenir la consommation de produits guadeloupéens », « une justice fiscale »<sup>5</sup>. Ainsi, « cette large mobilisation culturelle, sociale et identitaire fait que le patronat et ses organisations, ainsi que les autorités territoriales et l’Etat, ne se retrouvent pas dans un face-à-face avec une seule organisation syndicale mais avec tout un peuple qui affirme sa dignité. Cette unité populaire s’adosse à la lutte contre la vie chère, pour la baisse du prix du carburant, pour l’augmentation immédiate de 200 euros pour les bas salaires; mais elle va bien au-delà » (Grumbach et Bernard, 2009).

Car ce mouvement d’une ampleur incontestable « a révélé une légitime exaspération face à des situations de rente injustifiées » (Céleste, 2009). L’objet du délit : la *Pwofitasyon*, mot créole qui désigne "le fait de profiter outrageusement", et renvoie à l’exploitation et au surprofit (Moussaoui, 2009). Les vieilles inégalités héritées de la société coloniale et de l’économie de plantation n’ont pas été éradiquées et "les rentes de monopole, héritières directes du système colonial de l’Exclusif, qui font de la Guadeloupe, tout comme la Martinique, des marchés captifs, sont plus puissantes que jamais" (Bonniol, 2009).

En effet, le malaise profond qui empoisonne les sociétés d’Outre-Mer français est à double dimension : à la fois d’ordre économique, mais aussi identitaire, car le traumatisme de l’esclavage et la division 'socio- raciale' qui en ont découlé, se sont perpétués dans l’organisation même des rapports internes à ces sociétés (Rey, 2009). Ainsi, le phénomène de domination et les pratiques de discrimination restent très présents dans les entreprises et les administrations, situation qui fait peser sur le travail un rapport historique douloureux qui expliquerait une « stratégie collective de défense » (Ganem, 2010) en Guadeloupe.

Derrière les revendications immédiates, se cache donc "une dénonciation implicite d’un modèle de développement fondé sur des graves inégalités, à travers lequel se sont constitués et reconstitués des monopoles qui rappellent singulièrement la période coloniale et nourrissent, en l’absence de toute transparence dans les modalités de fixation des prix, une grande suspicion" (Alliès, 2009).

## 2.2. Méthodologie

Les études de cas permettent de comprendre une situation, ses déterminants et en donner une représentation ; il s’agit d’une stratégie de recherche qui s’attache à la compréhension des dynamiques présentes dans des contextes spécifiques (Eisenhardt, 1989). Ainsi l’auteur suggère t-elle de choisir des cas qui remplissent des catégories théoriques et fournissent des exemples de types extrêmes.

---

<sup>5</sup> Entretien d’Elie Domota : "Liyannaj Kont Pwofitasyon, Mi nou! Nou gwadloupéyen", Plateforme de revendication LKP, 20 janvier 2009. "Elie Domota : On a choisi de lever la tête et de se battre", Interview au quotidien France-Antilles, 27 janvier 2009. [http://ugtg.org/article\\_1035.html](http://ugtg.org/article_1035.html)

Nous avons interrogé trente leaders membres du collectif LKP, entre fin 2012 et fin 2013, soit plus de trois ans et demi après le mouvement social. Vingt-sept entretiens ont eu lieu en face-à-face et trois par téléphone. Les questions posées portaient sur la carrière professionnelle, le parcours militant, les relations avec d'autres organisations avant le mouvement social, le rôle dans le mouvement social, le fonctionnement, le bilan du mouvement social, les conséquences individuelles.

<b>Militants</b>	<b>Caractéristiques du profil</b>	<b>Sens de la mission</b>
Les jumelés	Forte expérience de la lutte Réseaux forts Double militance syndicale et politique	Lier Relier Soutenir
Les désintéressés	Associations culturelles Secteur médical et social	Rallier Ramener
Les discrets	Eveiller les consciences Faire évoluer les représentations	Conscientiser Réveiller
Les entrepreneurs	Chefs d'entreprise et Experts Légitimité « entre-deux »	Savoir /Faire Comprendre
Les conceptuels	Fort capital culturel Secteur éducation - formation	Signifier Théoriser
Les novices	Légitimité faible au LKP Réseaux extérieurs faibles	Payer Se rétablir

**Tableau 1 : Profil des militants**

Les entretiens ont duré entre une heure trente et trois heures pour le plus long. Ils se sont déroulés le plus souvent au local des organisations concernées. Compte tenu de la sensibilité du thème, ils n'ont pas été enregistrés. Le choix des leaders s'est fait sur la base de leur notoriété, de leur rôle pendant le mouvement social, puis par réseau, sur recommandations de membres interrogés. Il s'agit d'un échantillon très fortement signifiant. L'ensemble des personnes interrogées a eu un rôle important au sein du LKP. Les organisations que ces personnes représentent ont toutes été signataires de la plateforme de revendications et/ou ont signé le protocole de fin de conflit, l'accord « Bino »<sup>6</sup>. Les entretiens nous ont permis de rassembler des informations sur la situation des militants, leurs pratiques et actions au sein du LKP, de même que sur leurs représentations. Car « l'enquête par entretien est ainsi particulièrement pertinente lorsque l'on veut analyser le sens que les acteurs donnent à leurs pratiques, aux événements dont ils ont pu être les témoins actifs. (...) L'entretien permet ainsi au chercheur d'accéder à des situations fermées dans le temps ou dans l'espace (Burgess, 1984, p. 102).

Afin de préserver faire émerger des catégories de sens, nous avons procédé à une analyse thématique. L'intérêt de cette méthodologie interprétativiste est de poser au discours "des questions auxquelles le locuteur n'avait aucune raison de penser, ou qu'il s'est gardé de formuler" (Giust-Desprairies et Lévy, 2003), afin d'observer au plus près ce qui a été dit "malgré soi". Il s'agit d'une attitude ouverte aux phénomènes et aux individus afin de saisir le « sens » véritable de ce qui est vécu par les acteurs dans l'organisation. L'analyse de contenu permet une attitude de « vigilance critique », « d'autant plus utile pour le spécialiste des sciences humaines que celui-ci a toujours à l'égard de son objet d'analyse une impression de familiarité [qui] exige le détour méthodologique et l'emploi de 'techniques de rupture' » (Bardin, 2001, p. 16).

<sup>6</sup> L'accord « Bino » est le protocole de fin de conflit signé le 5 mars 2009 et porte le nom d'un syndicaliste tué pendant le mouvement social.

Les données ont ensuite été codées, après élaboration d'une grille d'analyse qui s'est enrichie au fur et à mesure de l'analyse, afin de permettre la catégorisation des données. Robert et Bouillaguet (1997, p. 27) précisent à cet effet que « l'opération centrale tient dans l'élaboration d'une grille de catégories. Il s'agit en effet d'enregistrer tous les éléments du corpus pertinent afin de les classer par thèmes ou catégories thématiques (...) ». Nous avons privilégié une grille large, incluant le capital militant, mais également des éléments relatifs au contexte et aux autres formes de capitaux. Nous avons également décliné les conséquences positives et les conséquences négatives, en termes de vie privée/vie familiale, de vie professionnelle et de carrière, et de vie militante.

Nous avons ensuite réalisé des matrices, qui constituent des formats de présentation au sens de Huberman et Miles (1991, p. 143), en croisant les thèmes, de manière à faire émerger des groupes homogènes (Alvarez, 2009). Ces matrices favorisent l'analyse et l'interprétation des données. La tactique recommandée par Eisenhardt (1989) consiste à sélectionner des catégories ou des dimensions et ensuite rechercher des similarités intra-groupes, couplées à des différences intergroupes.

Pour ouvrir le champ des interprétations, nous avons mobilisé la *sensibilité théorique* décrite par Strauss et Corbin (1990), c'est-à-dire « une conscience des subtilités du sens des données » (p. 41). Car comme le soulignent Huberman et Miles (1991, p. 383), « l'homme est un découvreur de sens ; il peut en quelques instants trouver une signification aux événements les plus chaotiques.

### **3. Des conséquences de l'engagement : y a-t-il un « prix à payer » ?**

L'analyse des données souligne l'existence de conséquences positives et négatives qui affectent des sphères différentes de la vie des militants. L'importance des conséquences dépend de l'importance et de la nature du capital détenu. Quatre situations de post-militance ont ainsi été identifiées.

#### **3.1. Les conséquences sur la vie privée**

*L'esprit revivifié par une grande valorisation de soi*

Les conséquences positives relèvent davantage du ressenti, et sont plutôt d'ordre relationnel ou symbolique. C'est ce qu'exprime Denis, qui confie : « La chose qui m'a marqué, le deuxième jour de négociation au WTC, c'est que je me suis senti comme une star quand on est sorti le soir vers 23h. On partait du Bik<sup>7</sup> en bus. Les gens nous touchaient quand on remontait dans le bus. On avait tout l'espoir du peuple. Ça m'a réconforté sur mon engagement de toute ma vie ». Ketty, comme beaucoup de militants dit sa fierté d'avoir participé à un mouvement historique : « je suis fière de faire parti de cela. J'ai un fils. Demain j'aimerais qu'il soit fier que sa mère ait participé au LKP. Mon beau-père avait fait la grève des 40% pour les fonctionnaires. Il en a parlé jusqu'à ses 92 ans ! » .

Parmi les autres aspects positifs, les militants évoquent le respect, des relations différentes avec les voisins et le quartier, la reconnaissance, de nouvelles formes de liens, un apprentissage et une formation extraordinaires, des sollicitations pour participer à des manifestations (colloques débats, etc.) en tant qu'expert ou témoin ou encore une légitimité renforcée.

---

<sup>7</sup> Le « Bik » est l'espace de rassemblement des militants du LKP.

### *Les souffrances d'un corps engagé dans le mouvement*

Certains militants ont vu leur corps malmené pendant le mouvement social ou ont subi un contrecoup juste après. Bertrand a été bousculé physiquement dans son entreprise et à porté plainte, la personne responsable mutée ; Vito a failli en venir aux mains avec un représentant d'une autre organisation membre du LKP ; Yvon, soixante ans, indique que ce mouvement a été très éprouvant physiquement ; Augustin, trois ans après le mouvement social, est très affaibli ; Chantal a connu la garde à vue pour la première fois ; Fabrice, habitué, a été de nouveau arrêté ; Laurent a subi des violences et en garde de graves séquelles.

### *Les proches mis à contribution*

La contribution des proches a, le plus souvent, été dans le sens d'un soutien apporté au conjoint, au parent, dans son engagement. Dans d'autres cas, les proches ont subi les conséquences négatives. Ainsi, Chantal relate des problèmes familiaux ; Huguette évoque les « subtils avertissements » qui lui ont été adressés concernant l'impact de son engagement sur sa famille ; Bertrand a vu sa fille licenciée à cause de sa présence au sein du collectif LKP.

### *Un environnement personnel sous contrôle*

Le contrôle est une thématique qui a souvent été abordée par les militants. Il prend plusieurs formes, contrôles de papiers lors des déplacements pour Gérard, contrôle fiscal pour Martin.

## **3.2. Les conséquences sur la vie professionnelle**

Les analyses montrent que les conséquences positives sont plus limitées que les conséquences négatives. Les seules à avoir un impact positif sur la vie professionnelle touche essentiellement au domaine syndical, et non à la carrière.

### *Un engagement au détriment de la carrière*

Aucun militant n'a mentionné d'impact positif sur sa carrière. Les conséquences négatives les plus fréquemment mentionnées sont les freins à la promotion, la mise au placard avec le retrait de certaines responsabilités valorisantes, des changements sur les missions, le non renouvellement d'un contrat de travail.

### *Un engagement à double tranchant pour la vie professionnelle*

Près de quatre militants sur cinq n'observent aucune conséquence positive dans sa vie professionnelle. Les difficultés mentionnées touchent les difficultés relationnelles avec les collègues ou la hiérarchie, des tensions avec des partenaires extérieurs, des conditions bancaires moins favorables pour la structure professionnelle, des contrôles de la Sécurité Sociale, la fermeture d'une structure associative, le retrait d'avantages et la retenue sur salaire.

### *Un engagement rentable pour la vie militante*

La vie militante est le seul domaine dans lequel apparaissent des conséquences positives significatives, tant dans la trajectoire individuelle que pour l'organisation de rattachement. Pour Ketty, « le LKP c'est une famille, même si certains sont partis. On s'appelle, toutes les organisations, mêmes celles qui sont parties, on continue à avoir des liens ».

### *Un engagement potentiellement couteux pour l'organisation syndicale*

Au niveau des organisations syndicales ou des structures associatives, les conséquences du mouvement social ont parfois été fortement dommageables. Ainsi, le syndicat d'Alex a connu une crise de direction ayant conduit au départ de certains leaders. Une association a implosé, du fait de postures politiques et identitaires irréconciliables, soulevées par l'adhésion au LKP. Plusieurs conflits internes ont été rapportés.

### 3.3. Proposition d'un modèle situationnel de l'engagement : influence du capital militant sur les conséquences de l'engagement

En rapprochant le capital militant des conséquences, quatre situations se sont différenciées : la capitalisation, l'opportunité, l'arbitrage et la mise à l'écart. Le schéma suivant (Figure 2) synthétise ces quatre situations post-militance.

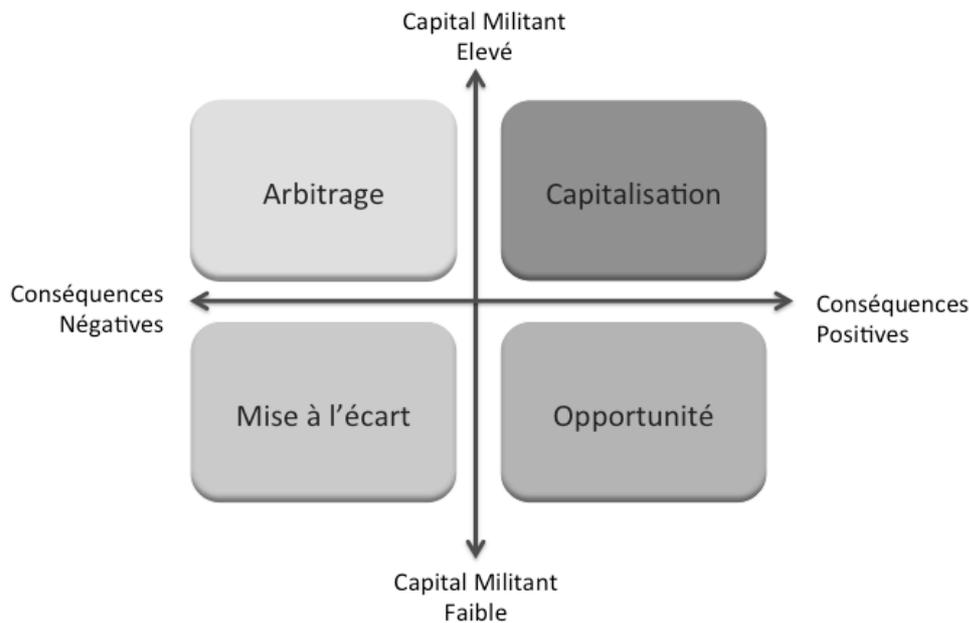


Figure 2 : Modèle situationnel de l'engagement

#### 3.3.1. La capitalisation

Tous les militants ayant « capitalisé » suite au mouvement social ont un capital militant élevé ou très élevé et des conséquences plutôt positives. Il s'agit d'un groupe très homogène, ayant la moyenne d'âge la plus élevée et ont déjà lutté ensemble à plusieurs reprises. On y retrouve de fortes personnalités, reconnues dans leur organisation et au dehors, et ayant une double attache forte à la fois syndicale et politique. Les organisations de rattachement ont un pouvoir important sur la scène militante.

#### 3.3.2. L'opportunité

On considère qu'il y a ici « opportunité » car les militants concernés par cette situation ont démarré avec un capital militant faible, et ont saisi, de manière plus ou moins marquée ou forte, une opportunité.

*Une opportunité faible pour des militants associatifs*

Il s'agit tout d'abord de personnes au capital militant faible, très impliquées dans des associations culturelles, qui travaillent par ailleurs dans le secteur médico-social. Ils ont faiblement tiré parti des opportunités, probablement parce que la participation au mouvement social constituait déjà en soi, une fierté, une manière de renforcer l'estime de soi. Ils sont en commun d'avoir eu un rôle, au sein du LKP, dans le marketing et la communication externe localement, afin de donner une grosse visibilité au mouvement par la mobilisation de masse.

#### *Une opportunité moyenne pour un capital militant moyen*

Les militants dans cette configuration sont déjà fortement reconnus au sein de leur organisation de rattachement, même si le mouvement social a également renforcé la valorisation de soi. Comme Bertrand, qui confie : « Nous étions tout petits. Dans les réunions, on avait une humilité par rapport aux grosses centrales. Nous n'avons pas l'habitude d'être dans de grandes réunions comme cela. Nous avons su faire bouger les salariés (...) Avant le mouvement social, il fallait un rapport de force. Aujourd'hui, c'est plus idéologique, on peut discuter argument contre argument. On est mieux respectés aujourd'hui dans notre entreprise, on est mieux pris au sérieux ». Le travail fait par ces militants a comme point commun de proposer d'autres représentations de l'identité sociale et professionnelle. Pour Huguette, il s'agissait « d'éveiller les consciences », pour Bertrand de « casser l'image professionnelle de ces fonctionnaires en costume et voiture (...) de ces gens à part (...) aujourd'hui il n'est plus ce qu'il croyait être avant (...) Aujourd'hui, ils sont nombreux chez nous à avoir les valeurs de l'UGTG ».

#### *Une opportunité plus marquée pour des « experts » et des « entrepreneurs »*

Les profils « expert » et « entrepreneur » sont ceux qui ont le mieux réussi à tirer leur épingle du jeu, compte tenu d'un capital militant de départ faible.

Les « experts » sont tous deux membres d'une association, étaient et se sont affirmés comme références dans leur domaine d'expertise, au sein du LKP sur des thématiques essentielles de la plateforme de revendication et en dehors, dans des réseaux externes. C'est le cas de, Denis qui explique : « Je suis personne ressource (auprès d'un service de l'Etat) sur les questions de budget. J'aide les personnes en difficulté financière. J'anime aussi des stages de formation. Je suis reconnu comme le meilleur dans ce domaine. (...) C'est ma vie, je suis né pour cela. Je m'éclate là-dedans. J'ai de la chance, j'ai trouvé ma voie. Je suis dans quelque chose que je maîtrise ». Ou encore de Gérard, qui indique : « Je suis quelqu'un qui peut parler au nom de la Guadeloupe (...) J'ai beaucoup été dans les livres. (...) Je me réfère toujours à ce que j'ai appris. Je ne défends rien d'autre. J'ai défendu le dossier de l'eau. J'ai été la Parole de l'eau (...) J'ai fait des centaines d'intervention. Personne n'avait cette connaissance sur l'eau, pour me contredire là dessus ».

Les « entrepreneurs », quant à eux, appartiennent à une organisation patronale représentée au LKP. Pour certains, l'opportunité est professionnelle, leur structure ayant gagné en visibilité et en notoriété ; pour d'autres, l'opportunité est syndicale.

### **3.3.3. L'arbitrage**

Des militants avec un capital militant modéré ou élevé ont connu des conséquences négatives prépondérantes, conduisant à une situation d'arbitrage dans la sphère militante. Il s'agit de personnes fortement engagées. On y retrouve de fortes personnalités, n'hésitant pas à marquer leur différence d'opinion, à quitter une organisation en cas de conflit ou divergence de valeurs. Ces personnes se retrouvent parfois en marge de leur organisation de rattachement, ou de leur espace professionnel.

Lorsque l'on se penche plus en détail sur les profils, on observe qu'il s'agit de personnes qui possèdent également un capital culturel élevé, de « penseurs » ou « d'intellectuels », ayant une vision globale des problématiques de militance, d'engagement, soucieux d'une cohérence de l'action et de la réflexion, et qui souhaitent inscrire leur action dans le long terme. Tel Vito qui explique : « Une chose qui m'a beaucoup marqué, c'est la technique de Liyannaj, avec le souci de recomposer le champ social en 3D. Pour ne pas rester à plat, soi et ses préoccupations, pour passer dans le transversal, constituer des réseaux d'alliance. C'était équivalent à une instance de pilotage de revendications, un mini gouvernement. (...) Cela m'a précipité dans une vision de l'écologie politique. On était convaincu que la manière de régler les problèmes environnementaux en Guadeloupe ne pouvait pas se régler sans la question politique. Cela renvoie à l'histoire, aux rapports entre les groupes, à l'Etat ». Grâce à leurs ouvertures en dehors du champ syndical, les militants comme Vito ont la possibilité de se faire entendre, de se faire lire, dans les milieux intellectuels et professionnels.

L'arbitrage s'est traduit soit par de l'abandon d'une fonction et/ou responsabilité syndicale, soit par une redirection vers un autre espace de militance. Deux paramètres sont susceptibles d'expliquer l'ampleur des conséquences négatives pour les militants en situation d'arbitrage : (a) la faiblesse du capital syndical ; (b) le potentiel intellectuel, qui constitue une menace à la fois pour les opposants au mouvement, mais également, peut-être, pour les partisans d'actions « radicales » qu'une réflexion trop approfondie pourrait remettre en cause.

### ***Le cas particulier du leader du collectif LKP***

Sa situation se traduit d'abord par un capital militant exceptionnel. D'un point de vue personnel, l'admiration de Denis pour son leader témoigne de son charisme : « Elie a été révélé par le LKP. C'était un jeune secrétaire général de l'UGTG. C'était la première scène pour lui. C'est surtout son charisme qui nous a aidé. Avec un autre, ça aurait pété. Ce que j'apprécie avec Elie Domota, sa mémoire d'éléphant, ses capacités d'analyse très rapides, sa capacité à emmagasiner beaucoup d'informations. Quand il parlait, personne ne le coupait, tout le monde l'écoutait ». Les conséquences négatives subies sont liées à la position de première ligne qui a été tenue, avec une très forte exposition médiatique, politique, sociale.

Il s'agit également, comme pour les autres profils de cette catégorie d'un arbitrage au sein de l'activité militante. Dans ce cas précis, cet arbitrage touche vraisemblablement à la double appartenance du leader, comme secrétaire général de l'UGTG, la plus forte organisation syndicale locale ; et comme leader du LKP. La problématique est liée aux divergences dans les finalités, dans les méthodes de lutte, dans le positionnement par rapport à la lutte politique.

Cette double appartenance a été remise en cause après le mouvement social, a généré des problèmes de légitimité au sein du LKP, allant jusqu'à des demandes de changement de leadership au LKP.

### ***3.3.4. La mise à l'écart***

La situation de « mise à l'écart » est fortement marquée pour les militants ayant un capital militant faible et connu des conséquences plutôt négatives. C'est-à-dire des conséquences positives moins importantes que les conséquences négatives. Elle se traduit différemment pour chacun, elle peut-être volontaire (choisie) ou involontaire (subie), et touche la vie militante. Deux militants se retrouvent dans cette situation. Le premier a vu son capital personnel très fortement impacté par le mouvement.

Le deuxième, un représentant d'organisation patronale membre du LKP, a connu des conséquences négatives dans son milieu professionnel et dans son organisation syndicale, du

fait de son engagement. Sa position délicate, en première ligne, ne lui a pas permis de trouver des opportunités, compte tenu, notamment, d'un capital militant insuffisant. C'est ce que révèle Denis, qui considère que « ils (les organisations patronales), sont là pour faire du fric. Or ils sont dans le LKP qui est là pour le consommateur. On ne peut pas sortir d'Hayot<sup>8</sup> pour tomber dans le capitalisme guadeloupéen (...) Ca a clashé ».

## **Conclusion : un capital militant « hybride » comme ressource essentielle de l'engagement**

Les objectifs de l'article étaient d'une part, d'explorer les conséquences de l'engagement des militants dans un mouvement social ; d'autre part, de mettre en évidence l'impact du capital militant sur la nature et l'étendue de ces conséquences.

La recherche montre que le capital militant joue un rôle majeur dans les situations de post-militance. Elle permet en outre de valider plusieurs propositions.

La première considère le capital militant comme dynamique, qui n'a pas de sens sans l'intégration d'autres formes de capital, social, culturel et symbolique. Le capital militant est ainsi « encastré » dans d'autres formes de capitaux, ce qui invite à prendre en compte les contextes dans lesquels les militants évoluent.

La seconde amène à identifier deux formes de capital militant : le *capital militant « pur »* dans lequel l'action syndicale seule apporte savoir, savoir-faire, compétences et apprentissages. Un *capital militant « bigarré », « hybride »*, qui voit se combiner de multiples manières le capital syndical, le capital politique, le capital associatif, le capital symbolique (réputation), le capital culturel (diplômes, métier, fonction), le capital social.

La recherche ouvre plusieurs perspectives managériales. Pour les entreprises, les résultats amènent des clés de lecture et de compréhension des stratégies individuelles et collectives en matière de militance. Du point de vue des organisations syndicales, il pourra s'agir de mieux préparer les militants, de mieux anticiper sur les conséquences et d'envisager les modalités d'accompagnement permettant de limiter les conséquences négatives et de mieux capitaliser.

Pour élargir la recherche, une réflexion approfondie sur le cadre conceptuel du capital militant nous semble nécessaire. En particulier, deux approches sont possibles. Une première perspective invite à questionner la dynamique qui existe entre le capital militant tel que défini par Matonti et Poupeau (2004) et les autres formes de capital. Une seconde perspective invite à élargir le concept même de capital militant, qui intégrerait des éléments culturels, sociaux et symboliques. D'un point de vue méthodologique l'approche choisie, ainsi que la taille de l'échantillon, limitent la possibilité de généraliser les résultats à toutes les formes d'engagement.

Des ouvertures existent. Il nous semble utile de tester le modèle en s'intéressant à d'autres militants, afin de voir la pertinence du modèle de situations post-militance, ainsi que les profils de militants identifiés. Il serait intéressant, par ailleurs, d'analyser la dynamique de mise en réseau, en distinguant leur rôle en interne, en externes ainsi que la nature de ces réseaux de relations pour mieux identifier ceux qui sont susceptibles d'avoir une influence significative sur les conséquences de l'engagement.

Enfin, nous souhaitons approfondir la question du rôle joué par les militants pendant le mouvement social, ainsi que la fonction occupée, et d'envisager ce rôle comme variable médiatrice entre le capital militant et les conséquences. En quoi le rôle joué dépend-il du

---

<sup>8</sup> Le groupe Hayot, du nom de son fondateur issu de Martinique, est le plus important aux Antilles.

capital militant détenu ? Quelle place pour le capital culturel ? Pour l'expertise ? En quoi ce rôle modèle t-il les conséquences de l'engagement ?

## Bibliographie

Alliès S. (2009), "Trois politologues antillais décryptent l'ampleur d'un mouvement inédit", Entretien de J.C. William, F. Constant et F. Reno, 20 février 2009. <http://desirsdavenirparis5.over-blog.com/article-28150485.html>

Alvarez F. (2012), "Vers un modèle d'entreprise signifiant? Une analyse du mouvement social de 2009 aux Antilles", in William J.-C., Reno F. et Alvarez F. (Eds), *Mobilisations sociales aux Antilles. Les évènements de 2009 dans tous leurs sens*, Editions Karthala.

Alvarez F. (2009), "What Alter says and Ego hears : a discourse-based analysis of control, trust and information in a professional organization", in Ramallo F., (Ed), *New approaches to discourse and business communication*, Palgrave MacMillan, pp 212-230.

Bardin L. (2001), *L'analyse de contenu*, Presses Universitaires de France, 10ème édition.

Beaujolin R. et Grima F. (2014), « Reconstruire son identité après un conflit social contre la fermeture d'un site : le cas des leaders syndicaux », *M@n@gemet*, vol. 17, n°5, p. 371-403.

Beaujolin-Bellet R. et Grima F. (2010), « La transition professionnelle des leaders syndicaux à l'issue d'un plan social », *Socio-Economie du Travail*, n°32, p. 1129-1156.

Blumer H. (1946), "Collective behavior", in LEE (éd.), *New outlines of the principles of sociology*, Barnes and Noble, New York.

Bonniol J.-L. (2009), "L'identité 'brimée' des Guadeloupéens", in Jasor (Ed.). (2009), *La Guadeloupe en bouleverse*, Editions Jasor.

Breleur E., Chamoiseau P., Domi S., Delver G., Glissant E., Pigeard de Gurbert G., Portecop O., Pulvar O., William J.C. (2009), "Manifeste de neuf intellectuels antillais", 16 février 2009. [http://ugtg.org/article\\_745.html](http://ugtg.org/article_745.html)

Burguess R.G. (1984), *In the field, An introduction to field research*, Unwin Hyman Ltd; fourth impression 1990, reprinted 1997 by Routledge.

Chabanet D. et M. Giugni (2010), « Les conséquences des mouvements sociaux », in Fillieule O., E. Agrikoliansky et I. Sommier (Dir.), *Penser les mouvements sociaux, Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, Editions La Découverte, Paris.

Céleste A. (2009), "La crise guadeloupéenne entre dans sa cinquième semaine", 19 Février 2009. [http://www.tnova.fr/index.php?option=com\\_content&view=article&id=619](http://www.tnova.fr/index.php?option=com_content&view=article&id=619)

Dubar C. (1998), "Trajectoires sociales et formes identitaires, Clarifications conceptuelles et méthodologiques", *Sociétés Contemporaines*, N°29, p.73-85.

Eisenhardt K.M. (1989b), « Building theory from case study research », *Academy of Management Review*, Vol. 14, N°4, pp. 532-550.

Ganem V. (2010), "Retour sur le Liyannaj Kont Pwofitasyon (LKP) accompli en Guadeloupe", *Nouvelle Revue de Psychologie, Etudes*, pp.199-211.

Gaxie D. (2005), « Rétribution du militantisme et paradoxe de l'action collective », *Swiss Political Science Review*, N°11, p. 157-188.

- Giraud M. (2009), "Les crises antillaises et le double fond de l'identité. Petit traité de 'sociologite' élitaire", in Laventure L. (ed), *La révolution antillaise. Quelle place pour l'Outre-Mer dans la république?*, Editions Eyrolles, pp. 71-82.
- Giust-Desprairies F., Lévy A. (2003), "Analyse de discours", in Barus-Michel J., Enriquez E., Lévy A., *Vocabulaire de psychosociologie. Références et positions*, Ramonville Saint-Agne, Editions Erès.
- Guillaume C. et Pochic S. (2012), *Breaking through the union glass ceiling in France: between organisational opportunities and individual resources, Gendering and Diversifying Trade Union Leadership*, Londres, Routledge, p. 245-263.
- Huberman A.M., Miles M.B. (1991), *Analyse des données qualitatives, Recueil de nouvelles méthodes*, De Boeck Université, Bruxelles.
- Ion J. (1997), *La fin des militants*, Paris, Les éditions de l'atelier.
- Kanter R.M. (1968), « Commitment and Social Organization: a Study of Commitment Mechanisms in Utopian Communities », *American Sociological Review*, vol.33, n°4, p. 499-517.
- Matonti F. et Poupeau F. (2004), « Le capital militant. Essai de définition », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, vol.5, n°155, p. 4-11.
- Moussaoui R., Succab F., Monchoachi, Moncourant J. (2009), *Qui ne connaît pas Monsieur Domota*, Editions Desnel.
- Nicourd N. (2009), *Le travail militant*, Presses Universitaires de Rennes
- Rey N. (2009), "Le mouvement social de 2009 en Guadeloupe : Lutte pour l'indépendance ou nouveau modèle de mobilisation?", [http://ugtg.org/article\\_1040.html](http://ugtg.org/article_1040.html)
- Robert A.D., Bouillaguet A. (1997), *L'analyse de contenu*, Presses Universitaires de France.
- Strauss A., Corbin J. (1990), *Basics of Qualitative Research. Grounded Theory Procedures and Techniques*, Sage Publication.
- Taubira C. (2009), "Manaré", in JASOR (Ed.), *La Guadeloupe en bouleverse*, Editions Jasor.
- Willemez L. (2013), « Apprendre en militant: contribution à une économie symbolique de l'engagement », *Presse Universitaire de Louvain*, p. 51-65.